



Déclaration CNESER

17 décembre 2015

Tout d'abord, Sup'Recherche-UNSA se réjouit du retour de l'examen de la répartition des moyens en décembre, ce qui paraît bien plus convenable qu'un examen à la fin avril comme ce fut le cas l'année dernière. Il nous semblait avoir entendu que tout serait mis en œuvre pour que l'examen de cette répartition soit programmé encore plus tôt mais, restons raisonnables, à l'impossible, nul n'est tenu !

Nous entendons ce que Mme la DG a dit sur la « stabilisation du budget en 2016 », pour reprendre ses propos, mais nous ne pouvons pas faire l'économie de la question suivante : La noblesse et la roture feraient-elles la politique d'enseignement supérieur de ce gouvernement ?

Car c'est bien la question que nous nous posons après avoir pris connaissance des annonces qui ont été faites par Jean-Yves Le Drian, Emmanuel Macron et Thierry Mandon lors du Conseil d'administration de l'École Polytechnique. Ce Conseil d'administration s'est tenu avant-hier, le 15 décembre, en présence de trois ministres, rien de moins, pour révéler ce qu'il convient d'appeler la conception gouvernementale d'un modèle d'enseignement supérieur à deux vitesses.

Alors que le système universitaire français est exsangue et qu'il ne parvient pas à se faire entendre sur le manque de moyens dont il souffre pour remplir décemment sa mission de service public dans un contexte de forte augmentation démographique, voilà que le gouvernement trouve 60 millions d'euros pour renforcer l'École Polytechnique. Plus de la moitié de cette somme (35 M€) serait dévolue à la création d'un "Bachelor" (valant grade de Licence), hautement sélectif, et recrutant 60 % de ses étudiants à l'international, pour la modique somme de 12 000 euros par an !

Cette annonce est d'autant plus choquante que le Président de la République a déclaré faire siennes les propositions du rapport StraNES, présenté ici même il y a 3 semaines, et dont le principal objectif affiché est de démocratiser davantage l'accès à l'enseignement supérieur sans augmenter les droits d'inscription, pas même pour les étudiants internationaux.

Où est la cohérence ? Les universités sont donc priées, avec abnégation, courage et ingéniosité, d'accueillir 60 % d'une classe d'âge avec les menus moyens qu'on leur accorde tandis que d'autres se voient encouragés avec annonces sonnantes à institutionnaliser la reproduction des élites.

Sup'Recherche-UNSA tient à faire savoir sa stupéfaction face aux contradictions qui éclatent entre les discours et les actes. D'un côté la noblesse de l'excellence, le prestige de l'élite, que l'on soutient sans barguigner et, de l'autre, la masse roturière que l'on soigne de bonnes paroles et d'intentions louables.

Sup'Recherche-UNSA interpelle directement le Président de la République et le rappelle à son engagement de faire de la jeunesse la priorité de son quinquennat. À l'avant-veille du CNESER qui débat de la répartition des moyens aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, ces annonces sont vécues comme un affront à toute la communauté universitaire et scientifique.

Le gouvernement aurait tort de mésestimer l'émoi que ces annonces ont suscité parmi la communauté car il ne s'agit pas là d'acteurs qui sont systématiquement contre tout, COMUE et PIA par exemple, mais de ceux qui sont en responsabilité, qui portent ces projets sur le terrain et qui ont reçu ces annonces comme une véritable trahison.